

Art. 2. L'arrêté royal du 10 janvier 1991 approuvant le règlement du Mémorial national du Fort de Breendonk, est abrogé.

Art. 3. Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Annexe à l'arrêté royal du 25 avril 2007
approuvant le règlement
du Mémorial national du Fort de Breendonk

**REGLEMENT DU MEMORIAL NATIONAL
DU FORT DE BREENDONK**

CHAPITRE I^{er}. — *Du siège et de la mission de l'établissement*

Article 1^{er}. Le siège du Mémorial National du Fort de Breendonk, ci-après dénommé "le Mémorial", est établi au "Fort de Breendonk", à Willebroek.

Art. 2. En ce qui concerne les missions du Mémorial visées à l'article 3 de la loi du 19 août 1947 créant le Mémorial national du Fort de Breendonk, ci-après dénommée "la loi", le Mémorial doit, en vue de stimuler l'esprit civique de la Nation et de favoriser l'éducation patriotique de la jeunesse, particulièrement développer la connaissance et les mesures nécessaires afin de promouvoir le respect des Droits de l'Homme.

CHAPITRE II. — *Du conseil d'administration*

Art. 3. Le Conseil d'administration, ci-après dénommé "le Conseil", choisit en son sein un vice-président et un trésorier.

Le vice-président remplace le président en son absence.

Le trésorier supervise, au nom du Conseil, la comptabilité du Mémorial.

Le Conseil choisit également un secrétaire parmi les administrateurs ou les membres du personnel du Mémorial.

En cas de décès ou de démission d'un membre du Conseil, la vacance est immédiatement signalée au ministre de la Défense afin qu'il propose au plus tôt la nomination d'un remplaçant.

Le membre du Conseil nommé en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé, achève le mandat de celui-ci.

Art. 4. Les réunions du Conseil sont convoquées à l'initiative du président. Le secrétaire est chargé d'en tenir les procès-verbaux. Il en adresse une copie à tous les membres.

Le Conseil se réunit en principe chaque trimestre ainsi que toutes les fois où le président l'estime nécessaire. Il se réunit également à la demande de cinq de ses membres au moins adressée au président.

Les convocations sont envoyées aux membres du Conseil au moins quinze jours calendriers avant la date de la réunion. Elles mentionnent les objets portés à l'ordre du jour de la réunion.

La documentation et les pièces relatives aux objets portés à l'ordre du jour, nécessaires aux membres du Conseil pour une prise de décision, sont annexées aux convocations.

Le Conseil délibère à la majorité simple. En cas de parité des votes, la voix du président est prépondérante. Le vote n'est valable que si la moitié au moins des membres du Conseil sont présents ou représentés. Si ce n'est pas le cas, une nouvelle réunion est convoquée, qui vote alors valablement quel que soit le nombre de membres du Conseil présents.

Les délibérations du Conseil sont actées dans des procès-verbaux qui doivent être signés par le président de séance, le président et le secrétaire du Conseil. Une copie en est envoyée au ministre de la Défense et à chacun des membres du Conseil, dans les quinze jours qui suivent la séance.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 10 januari 1991 houdende goedkeuring van het reglement van het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk, is opgeheven.

Art. 3. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

Bijlage bij het koninklijk besluit van 25 april 2007 houdende goedkeuring van het reglement van het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk

**REGLEMENT VAN HET NATIONAAL GEDENKTEKEN
VAN HET FORT VAN BREENDONK**

HOOFDSTUK I. — *De zetel en opdracht van de instelling*

Artikel 1. De zetel van het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk, hierna genoemd "het Gedenkteken", is gevestigd in het "Fort van Breendonk", te Willebroek.

Art. 2. Betreffende de opdrachten van het Gedenkteken bedoeld in artikel 3 van de wet van 19 augustus 1947 tot oprichting van het Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk, hierna genoemd "de wet", dient het Gedenkteken, teneinde de burgerzin van de Natie aan te wakkeren en de vaderlandslievende opvoeding van de jeugd te bevorderen, in het bijzonder de kennis en de noodzakelijke maatregelen te ontwikkelen om de eerbied voor de Rechten van de Mens te bevorderen.

HOOFDSTUK II. — *De raad van bestuur*

Art. 3. De Raad van bestuur, hierna genoemd "de Raad", kiest onder zijn leden een ondervoorzitter en een penningmeester.

De ondervoorzitter vervangt de voorzitter bij zijn afwezigheid.

De penningmeester houdt toezicht, in naam van de Raad, op de boekhouding van het Gedenkteken.

De Raad kiest eveneens een secretaris onder de bestuurders of de leden van het personeel van het Gedenkteken.

Bij overlijden of ontslag van een lid van de Raad, wordt dit onmiddellijk aan de minister van Landsverdediging gemeld, opdat hij zo spoedig mogelijk de benoeming van een plaatsvervanger kan voordragen.

Het lid van de Raad dat wordt benoemd in de plaats van een afgetreden of een overleden lid, beëindigt diens mandaat.

Art. 4. De vergaderingen van de Raad worden op verzoek van de voorzitter bijeengeroepen. De secretaris is belast met het bijhouden van de notulen. Hij bezorgt alle leden een afschrift ervan.

De Raad vergadert in principe elk trimester, en telkens wanneer de voorzitter dit nodig acht. Hij vergadert eveneens wanneer ten minste vijf leden een verzoek hiertoe richten aan de voorzitter.

De oproepingen moeten ten minste vijftien kalenderdagen voor de vergadering verstuurd worden. Zij moeten de onderwerpen vermelden die op de dagorde van de vergadering zijn geplaatst.

De documentatie en de stukken betreffende de onderwerpen die op de dagorde zijn geplaatst, die noodzakelijk zijn voor de leden van de Raad om een beslissing te nemen, worden aangehecht aan de oproepingen.

De Raad beslist bij gewone meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. De stemming is slechts geldig wanneer ten minste de helft van de leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Indien dit niet het geval is, wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen, die dan geldig stemt, ongeacht het aantal aanwezige leden van de Raad.

De beraadslagingen van de Raad worden in notulen opgetekend, die door de voorzitter van de vergadering, de voorzitter en de secretaris van de Raad ondertekend moeten worden. Een afschrift ervan wordt binnen de vijftien dagen na elke zitting door de secretaris toegezonden aan de minister van Landsverdediging en aan alle leden van de Raad.

CHAPITRE III. — *Du personnel*

Art. 5. Le Conseil définit le besoin en personnel du Mémorial et en fixe l'organigramme, les attributions et le règlement de travail.

Art. 6. Le Conseil, à l'initiative du président, peut procéder à l'engagement du personnel par contrat de travail, après accord de l'inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre de la Défense.

A la demande préalable du président, le Conseil peut procéder au licenciement de tout membre du personnel.

Par dérogation à l'alinéa 2, le président peut, sans l'accord préalable du Conseil, licencier un membre du personnel pour motifs graves. Dans ce cas, le licenciement est porté à la connaissance du Conseil lors de sa prochaine séance.

Art. 7. Outre les tâches de gestion administrative, le personnel du Mémorial doit en toutes circonstances pouvoir assurer les missions culturelles, pédagogiques et d'information qui découlent des missions du Mémorial.

CHAPITRE IV. — *Du règlement d'ordre intérieur*

Art. 8. Dans le cadre de la gestion journalière, un règlement d'ordre intérieur est établi et approuvé par le Conseil.

CHAPITRE V. — *Des visites et des cérémonies*

Art. 9. Les jours et heures de visite sont fixés par le Conseil. Les modalités sont inscrites dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 8.

Le Conseil fixe le droit d'entrée demandé aux visiteurs.

Art. 10. Le Mémorial organise chaque année à la fin de l'été, en collaboration avec l'Association nationale des Rescapés de Breendonk, un pèlerinage national.

Art. 11. Des cérémonies, autres que celle visée à l'article 10, peuvent être organisées dans l'enceinte du Mémorial par des organismes et associations pour autant qu'elles en respectent l'intégrité et l'objet social. Leur organisation doit être soumise à l'approbation préalable du Conseil.

CHAPITRE VI. — *De l'inventaire, du budget et des comptes*

Art. 12. Il est dressé et tenu à jour un inventaire de toutes les collections et objets dont le Mémorial est propriétaire. Il y est repris une description des collections et objets, les dates d'acquisition, leur provenance et éventuellement leur valeur.

Art. 13. L'exercice financier débute au 1^{er} janvier et s'achève au 31 décembre, tant pour le budget que pour les comptes.

Art. 14. Le Conseil établit et approuve annuellement le budget du Mémorial. Il le présente au ministre de la Défense au plus tard pour le 31 octobre de l'année qui précède celle de l'exercice.

Art. 15. Les marchés de travaux, de fournitures et de services sont passés par le Conseil ou par la ou les personnes désignées à cet effet par le Conseil.

Le paiement des dépenses est approuvé par le Conseil ou par la ou les personnes désignées à cet effet par le Conseil.

Art. 16. Les comptes annuels sont établis sous la forme d'une comptabilité simplifiée au sens de l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la comptabilité simplifiée de certaines associations sans but lucratif, fondations et associations internationales sans but lucratif.

Les comptes sont approuvés par le Conseil et soumis au ministre de la Défense qui, après examen, les communique à la Cour des Comptes avant le 31 mai de l'année suivant la clôture de l'exercice.

Art. 17. Les actifs financiers du Mémorial sont placés sur un compte du Trésor auprès de la Poste Financière.

En application de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 juillet 1997 portant des mesures de consolidation des actifs financiers des administrations publiques, pris en application des articles 2, § 1^{er}, et 3, § 1^{er}, 6^o, et § 2 de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, un compte courant ouvert auprès d'une autre banque que celle visée à l'alinéa premier peut toutefois être utilisé.

HOOFDSTUK III. — *Het personeel*

Art. 5. De Raad bepaalt de behoefte aan personeel van het Gedenkteken en stelt er het organigram, de bevoegdheden en het arbeidsreglement van vast.

Art. 6. Op verzoek van de voorzitter, kan de Raad overgaan tot de indienstneming van het personeel bij arbeidsovereenkomst, na akkoord van de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister van Landsverdediging.

Op voorafgaand verzoek van de voorzitter kan de Raad overgaan tot het ontslaan van een personeelslid.

In afwijking van het tweede lid kan de voorzitter, zonder het voorafgaand akkoord van de Raad, een lid van het personeel ontslaan om ernstige redenen. In dat geval wordt het ontslag op de eerstvolgende zitting aan de Raad ter kennis gebracht.

Art. 7. Naast de taken van administratief beheer, moet het personeel van het Gedenkteken in alle omstandigheden de culturele, pedagogische en informatieopdrachten verzekeren die voortvloeien uit de doelstellingen van het Gedenkteken.

HOOFDSTUK IV. — *Het huishoudelijk reglement*

Art. 8. In het kader van het dagelijks beheer, wordt een huishoudelijk reglement opgesteld en goedgekeurd door de Raad.

HOOFDSTUK V. — *De bezoeken en plechtigheden*

Art. 9. De bezoekdagen en -uren worden door de Raad bepaald. De modaliteiten worden ingeschreven in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 8.

De Raad bepaalt het toegangsgeld dat aan de bezoekers gevraagd wordt.

Art. 10. Het Gedenkteken organiseert elk jaar op het einde van de zomer, in samenwerking met de "Nationale Vereniging der Oud Gevangenen van Breendonk" een nationale bedevaart.

Art. 11. Andere plechtigheden dan die bedoeld in artikel 10 kunnen binnen de omheining van het Gedenkteken georganiseerd worden door instellingen en verenigingen, voor zover zij de integriteit en het sociale doel ervan respecteren. De organisatie ervan moet onderworpen worden aan de voorafgaande goedkeuring van de Raad.

HOOFDSTUK VI. — *De inventaris, de begroting en de rekeningen*

Art. 12. Er wordt een inventaris opgemaakt en bijgehouden van al de verzamelingen en voorwerpen waarvan het Gedenkteken eigenaar is. Een beschrijving van de verzamelingen en voorwerpen, de data van verwerving, hun herkomst en eventueel hun waarde worden erin opgenomen.

Art. 13. Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december, zowel voor de begroting als voor de rekeningen.

Art. 14. De Raad stelt jaarlijks de begroting op van het Gedenkteken en keurt ze goed. Hij legt ze voor aan de minister van Landsverdediging ten laatste tegen 31 oktober van het jaar dat aan het boekjaar voorafgaat.

Art. 15. De opdrachten inzake werken, goederen en diensten worden afgesloten door de Raad of door de persoon of de personen die de Raad heeft aangewezen.

De betaling van de uitgaven wordt goedgekeurd door de Raad of door de persoon of de personen die de Raad hiertoe heeft aangewezen.

Art. 16. De jaarlijkse rekeningen worden opgesteld in de vorm van een vereenvoudigde boekhouding in de zin van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 betreffende de vereenvoudigde boekhouding van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, stichtingen en internationale verenigingen zonder winstoogmerk.

De rekeningen worden goedgekeurd door de Raad en voorgelegd aan de minister van Landsverdediging die ze, na onderzoek, meedeelt aan het Rekenhof voor 31 mei van het jaar dat volgt op de afsluiting van het boekjaar.

Art. 17. De financiële activa van het Gedenkteken worden op een schatkistrekening geplaatst bij de Financiële Post.

Met toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 juli 1997 houdende maatregelen tot consolidatie van de financiële activa van de overheid, genomen met toepassing van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 6^o, en § 2 van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, mag evenwel een lopende rekening geopend bij een andere bank dan deze bedoeld in het eerste lid, worden gebruikt.

CHAPITRE VII. — *De la liquidation du subside*

Art. 18. Le subside visé à l'article 10, 3°, de la loi est utilisé pour couvrir les dépenses découlant de la réalisation des tâches fondamentales du Mémorial telles que définies à l'article 3 de la loi.

Art. 19. La liquidation du subside susmentionné s'effectue sur la base d'une demande du Conseil, après présentation des comptes approuvés par celui-ci relatifs à l'exercice précédent et du budget de l'exercice en cours.

Art. 20. Le Conseil justifie l'utilisation de ce subside par la production des situations et comptes prévus à l'article 16.

Art. 21. En application de l'article 2 de l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions, le service ordonnateur du ministère de la Défense contrôle sur pièces et sur place les justifications relatives à l'utilisation du subside que le Conseil doit fournir.

CHAPITRE VIII. — *De l'appui apporté par le ministère de la Défense*

Art. 22. Le Conseil, à la diligence de son président, peut, dans les domaines qu'il estime nécessaire, faire appel à l'expérience, aux conseils et à l'appui des services du ministère de la Défense. Dans ce dernier cas, il adresse à cet effet une demande au Cabinet du Chef de la Défense, sous-section Prestations pour tiers. Les services du ministère de la Défense accordent au Mémorial l'appui adéquat, toutefois sans que cet appui puisse entraver le bon fonctionnement des Forces armées. L'appui accordé peut à tout moment et sans justification être réduit ou adapté si les circonstances l'exigent.

CHAPITRE IX. — *De la représentation du Mémorial*

Art. 23. La correspondance qui engage le Mémorial est signée par le président du Conseil, sans préjudice à toute délégation qu'il peut faire de son pouvoir de signature à un administrateur ou à un membre du personnel.

Art. 24. La représentation du Mémorial au sein d'organismes et d'associations poursuivant un objectif similaire est du ressort du président du Conseil qui peut déléguer à un administrateur ou à un membre du personnel.

Art. 25. Les actions judiciaires sont menées au nom du Mémorial par le Conseil, aux poursuites et diligences de son président.

CHAPITRE X. — *De la modification du règlement*

Art. 26. Le présent règlement peut être modifié par le Conseil. Toute demande de modification doit être inscrite à l'ordre du jour de la séance suivante du Conseil et son objet précisé.

Art. 27. Le Conseil ne peut valablement délibérer sur ces modifications que si deux tiers au moins des membres qui le composent sont présents. Nul changement n'est adopté s'il ne réunit pas au moins les deux tiers des votes.

Art. 28. Toute modification du présent règlement fait l'objet d'une approbation par arrêté royal.

CHAPITRE XI. — *Dispositions diverses*

Art. 29. Le Conseil prend les actions nécessaires pour empêcher l'emploi abusif de l'appellation "Mémorial, Fort ou camp de Breen-donk".

Art. 30. Il est donné connaissance du présent règlement et du règlement d'ordre intérieur visé à l'article 8 à toute personne prenant possession d'un mandat ou d'une fonction au sein du Mémorial.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

HOOFDSTUK VII. — *De vereffening van de toelage*

Art. 18. De toelage bedoeld in artikel 10, 3°, van de wet wordt gebruikt om de uitgaven te dekken voortvloeiend uit de verwezenlijking van de fundamentele taken van het Gedenkteken zoals bepaald in artikel 3 van de wet.

Art. 19. De vereffening van de voornoemde toelage vindt plaats op basis van een aanvraag van de Raad, na voorlegging van de door deze goedgekeurde rekeningen van het vorige boekjaar en de begroting van het lopende boekjaar.

Art. 20. De Raad verantwoordt de aanwending van deze toelage door de tabellen en rekeningen voor te leggen voorzien in artikel 16.

Art. 21. Met toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot inrichting en coördinatie van de controles op de toekenning en op de aanwending van de toelagen, gaat de ordonnantie van het ministerie van Landsverdediging ter plaatse en op stukken de verantwoording na die de Raad moet geven van de aanwending van deze toelage.

HOOFDSTUK VIII. — *De steun verleend door het ministerie van Landsverdediging*

Art. 22. Op benaestiging van de voorzitter, kan de Raad, in de domeinen die hij nodig vindt, beroep doen op de ervaring, de adviezen en de steun van de diensten van het ministerie van Landsverdediging. In dit laatste geval richt hij hiertoe een aanvraag aan het Kabinet van de Chef van Defensie, ondersectie Prestaties voor derden. De diensten van het ministerie van Landsverdediging verlenen aan het Gedenkteken de gepaste steun, zonder dat deze steun evenwel de goede werking van de Krijgsmacht in het gedrang mag brengen. De toegekende steun mag op ieder moment en zonder rechtvaardiging verminderd of aangepast worden indien de omstandigheden dit vereisen.

HOOFDSTUK IX. — *De vertegenwoordiging van het Gedenkteken*

Art. 23. De briefwisseling waardoor het Gedenkteken zich verbindt, moet getekend worden door de voorzitter van de Raad, zonder dat dit afbreuk doet aan zijn mogelijkheid tot delegatie van deze bevoegdheid aan een bestuurder of een lid van het personeel.

Art. 24. De vertegenwoordiging van het Gedenkteken binnen instellingen en verenigingen die een analoge doelstelling hebben, behoort tot de bevoegdheid van de voorzitter van de Raad, die dit aan een bestuurder of een lid van het personeel kan delegeren.

Art. 25. De vorderingen in rechte worden in naam van het Gedenkteken door de Raad gevoerd, op vervolging en benaestiging van de voorzitter.

HOOFDSTUK X. — *De wijziging van het reglement*

Art. 26. Dit reglement kan door de Raad gewijzigd worden. Elke aanvraag tot wijziging moet op de dagorde van de volgende vergadering van de Raad ingeschreven worden, en zijn voorwerp verduidelijkt.

Art. 27. De Raad kan hierover slechts geldig beraadslagen, indien ten minste twee derden van zijn leden aanwezig zijn. Een wijziging kan slechts worden goedgekeurd indien zij twee derden van de stemmen verkrijgt.

Art. 28. Elke wijziging van dit reglement maakt het voorwerp uit van een goedkeuring bij koninklijk besluit.

HOOFDSTUK XI. — *Diverse bepalingen*

Art. 29. De Raad neemt de nodige acties om misbruik van de benaming "Gedenkteken, Fort of Kamp van Breen-donk" te voorkomen.

Art. 30. Aan elke persoon die een mandaat of een functie bij het Gedenkteken vervult, wordt kennis gegeven van dit reglement en van het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 8.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT